

L'agriculture

fait des produits biologiques, en dépit du fait que certains agriculteurs requièrent de l'aide et d'autres pas, qu'il n'y a pas unanimité sur les programmes dont les agriculteurs ont besoin, notre gouvernement demeure convaincu que les agriculteurs sont essentiels au Canada. Car l'agriculture est la base même de notre croissance remarquable. Si le Canada est ce qu'il est aujourd'hui, c'est que nous avons une agriculture prospère, vivante et forte.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, je voudrais remercier le député de Guelph (M. Schroder) d'avoir bien voulu partager son temps de parole avec moi pour me permettre de clôturer le débat.

Je tiens à vous dire tout d'abord ce que je dirai en guise de conclusion: je trouve le débat d'aujourd'hui plutôt déprimant, et je l'ai suivi d'un bout à l'autre. Je sais que l'agriculture est un des secteurs les plus sains de l'économie canadienne. Je sais qu'il n'y a jamais eu autant de possibilités que maintenant dans ce secteur. Je sais que le monde veut de la nourriture et qu'il insiste pour l'obtenir. Je sais que les agriculteurs produisent non seulement les denrées destinées à notre alimentation mais qu'ils pourront aussi bientôt produire l'énergie qui nous permet de ne pas mourir de froid pendant la nuit. L'agriculture a un avenir brillant. On peut bien se préoccuper de la taille des exploitations agricoles, mais il est un fait que l'agriculture devient de plus en plus intensive et que l'on s'efforce d'en améliorer le rendement car c'est indispensable. Si nous parvenions à faire comprendre aux gens de l'Ontario, du Québec et des provinces de l'Atlantique qu'ils ont une tâche à accomplir et qu'ils peuvent gagner davantage, nous arriverons encore à améliorer la situation dans ce secteur.

Il arrive malheureusement que de petites difficultés surgissent. Les pouvoirs publics ont fait beaucoup pour l'agriculture au Canada. Je crois que le gouvernement américain a fait beaucoup pour les agriculteurs également. Nous avons aidé l'agriculture efficacement mais la tâche n'est jamais terminée. Pour le moment, une lourde menace pèse sur nos têtes parce que des crétiens des banques centrales du monde, avec l'appui des crétiens des ministères des Finances, ont constaté que les belles théories qu'ils avaient apprises à l'école il y a quarante ans ne sont pas fructueuses et qu'ils ont décidé de s'arranger pour qu'elles le soient. Ils croient qu'en faisant augmenter suffisamment les taux d'intérêt, toutes les belles théories qu'ils ont apprises se concrétiseront. Les chiffres prouvent toutefois le contraire. Je ne ferai pas un discours à ce sujet-là aujourd'hui parce que je veux parler du sujet du débat.

C'est en réalité du crédit agricole qu'il est question ce soir. Les obligations pour l'expansion de la petite entreprise seront d'une aide précieuse, c'est certain. J'espère que le gouvernement appliquera ce programme aux agriculteurs qui ne sont pas constitués en société. C'est surtout de la Société du crédit agricole que je veux parler. L'agriculture canadienne a une longue habitude du crédit. Je ne reparlerai pas de ce qui est survenu dans la grande débâcle de 1919 et dans les années 1930, ni des efforts déployés par tous les gouvernements pour surmonter ces crises, parce que ce sont des choses du passé.

Si nous voulons relever le défi d'aujourd'hui, c'est-à-dire nourrir le monde, et le chauffer à partir des énergies renouvelables, il faudra recourir au crédit. Nous fonctionnons sur le crédit. S'il faut que persiste cette situation ridicule où un groupe de ratés des universités qui encombrant nos ministères

des Finances et nos banques centrales dictent aux hommes politiques de tous les coins du monde des solutions qu'ils savent mauvaises, qui l'ont toujours été et qui ne changeront pas, alors il va falloir s'en remettre au ministre de l'Agriculture (M. Whelan) pour qu'il prenne la parole au cabinet à ce sujet.

M. Jarvis: Dieu nous en garde.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): On a dit je le sais qu'il a suffisamment de poids. Croyez-moi, pour avoir du poids au cabinet il suffit de menacer de démissionner, et de faire savoir aux gens les raisons de votre démission. Tout de suite il y aura 25 ou 30 autres types du cabinet pour dire: «Non, ne faites surtout pas cela». Il suffit de menacer de démissionner. Il n'y a pas un premier ministre né ou à naître qui laissera jamais partir un ministre de l'Agriculture. Et s'il y a une question qui puisse faire l'unité des Canadiens, c'est bien celle des taux d'intérêt.

Cette question des taux d'intérêt remonte à des millénaires. Au Canada, elle a pris le Parlement à la gorge à diverses reprises. Si vous voulez faire l'unité des agriculteurs, depuis Terre-Neuve et Québec jusqu'en Colombie-Britannique, il n'y a qu'à aller un peu trop loin avec cette histoire de taux d'intérêt. Tous les agriculteurs se mettront d'accord. S'ils le voulaient, ils pourraient envoyer 70 députés aux oubliettes. J'invite simplement le ministre de l'Agriculture à examiner certaines idées positives et utiles que mon parti propose à la Chambre depuis deux semaines.

Aujourd'hui les députés ont entendu parler le député de Medicine Hat (M. Hargrave). Il a exposé la façon dont il envisage un régime de fiducie individuelle, dans le cadre duquel l'agriculteur verserait de l'argent dans un compte en fiducie dans les années où il a des excédents. Cela n'exige pas de subvention de l'État. Tout ce qu'il demande, c'est de pouvoir utiliser cet argent quand il fait de mauvaises recettes. Cela ne coûterait rien à l'État. Le député a en outre suggéré cet après-midi de confier cet argent directement à la Société du crédit agricole, qui servirait de fiduciaire, au lieu de le verser dans une banque ou une caisse populaire. Les agriculteurs ne seraient que trop heureux de verser l'argent à 6 p. 100 dans un compte de fiducie de crédit agricole, parce que cet argent ne serait pas imposé. La Société du crédit agricole pourrait le prêter à 8 p. 100, pour permettre aux jeunes agriculteurs de démarrer. Débarrassez-nous de ce taux d'intérêt de 20 p. 100 et plus. Il ne suffirait pas que le taux diminue d'un point ou deux la semaine prochaine pour qu'on estime que le tour est joué. Tout producteur économique ne devrait pas être tenu de payer des taux excédent 6 ou 8 p. 100. La manière la plus rapide de faire baisser les taux sans une aide gouvernementale, c'est de prêter à 8 p. 100. Demandez aux agriculteurs de mettre leur argent dans un compte en fiducie dirigé par la Société du crédit agricole tout en touchant 6 p. 100 d'intérêt. Du moment qu'il ne paie pas d'impôt, l'agriculteur acceptera 6 p. 100. Non seulement l'éleveur de bestiaux mais aussi le céréaliculteur. Il n'aura pas besoin de subvention s'il épargne des impôts. Il sait que son argent sera à sa portée quand ses recettes seront maigres et qu'il pourra s'en servir comme un revenu.

• (2150)

Si cette idée était défendue devant le cabinet avec tout l'enthousiasme dont peut faire preuve un ministre de l'Agriculture